



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS

63 rue d'émerainville, bâtiment C
Marne-la-Vallée Cedex 2
77420 Champs-Sur-Marne

Références : E/252611
Code AIOT : 0006502212

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement CEMEX GRANULATS implanté LES PASQUIERES 77970 Pécy. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS
- LES PASQUIERES (77357001) 77970 Pécy
- Code AIOT : 0006502212
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière est autorisée jusqu'au 30 mars 2027 remise en état comprise. L'extraction du calcaire est aujourd'hui terminée. Cet arrêté permet le maintien des installations de traitement fixes au-delà

du 30 mars 2027 si elles sont alimentées par une autre carrière à proximité (par exemple la carrière de Vaudoy-en-Brie, autorisée jusqu'en 2047). L'arrêté de prescriptions complémentaires de 2019 modifie la remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article I.4.2	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 28/01/2019 article 5.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.5	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.5	Sans objet
6	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter cette carrière s'achève le 30 mars 2027. L'installation fixe peut se maintenir, mais le concasseur primaire¹ doit être déplacé dans la carrière de Vaudoy-en-Brie dans un délai compatible avec la finalisation des travaux de remise en état.

La remise en état comprend la réalisation d'un réseau de drainage. La gestion de l'aire étanche doit être améliorée et permettre le stationnement de tous les engins. Le contrôle des extincteurs n'est pas exhaustif : des extincteurs non contrôlés ont été vus sur site. (CEMEX et entreprise sous-

¹ Ce concasseur aurait dû être déplacé dans la carrière de Vaudoy-en-Brie dès le début d'exploitation de celle-ci.

traitante).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2019, article 5.2.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2024
Prescription contrôlée : (...) Création d'un plan d'eau d'une surface d'environ 8 ha dont 4 ha environ de hauts fonds. Le profil des berges est strictement conforme aux plans et coupes annexés au présent arrêté. Le plan d'eau est écrêté (buse + système anti-retour) à la cote 111,2 m vers le ru du Réveillon.
Constats : L'émissaire de rejet est en place en ce qui concerne le rejet des eaux d'exhaure de la carrière de Vaudoy-en-brie. L'émissaire de rejet des eaux d'exhaure de la carrière de CALCAIRES DE LA BRIE à Pécy doit également être mis en conformité. Un clapet anti-retour a été mis en place sur le busage de la lagune nord. Il est prévu que CEMEX GRANULATS vérifie la présence d'un clapet anti-retour pour la lagune Sud.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit vérifier que le clapet anti-retour de la lagune Sud est bien en place et informer la société Calcaires de la brie que son émissaire doit être mis en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article III.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée :

prescriptions complémentaires de 2019 si les éléments suivants ont bien été réalisés: réseau de drainage recréé, seuil sécuritaire de surverse des lagunes, buses d'évacuation, fossé d'interception périmétral, regards avec clapet anti-retour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3

Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. Tous les entretiens de véhicules se font en atelier.

II- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV - L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

-Le vieux bungalow de stockage CEMEX a été remplacé, de nouvelles rétentions sont en place, chacune ne peut recevoir qu'un bidon, mais dans les faits il y a suffisamment de place pour en mettre deux.

L'exploitant montre que certain bidons de 250 sont vides et qu'il reste des rétentions à mettre en place (vues sur une petite palette dans l'atelier). L'inspection observe que les FDS ne sont pas présentes dans le bungalow de stockage.



Par mail du 31 octobre, l'exploitant informe l'inspection que les fûts vides ont été enlevés et sont désormais stockés dans la zone " déchets" pour être évacués par Chimirec. l'affichage est en cours de commande.

-L'inspection examine également le local de stockage de l'entreprise sous traitante présente sur site et demande que les conditions de stockage soient améliorées; adéquation des rétentions avec les quantités stockées, absence de FDS, et vérification de la compatibilité des produits stockés.

-Enfin à la pause déjeuner, l'inspection constate que trois dumpers de la société SOLOMAT ne sont pas garés sur l'aire étanche. L'aire étanche est pourtant suffisamment étendue pour le permettre, l'exploitant en convient et propose de mieux organiser l'occupation de l'aire étanche.



Le samedi 1er novembre vers 16:30 l'inspection constate en circulant sur la RD qui longe le site que les dumpers sont en dehors de l'aire étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les conditions de stockage des produits polluants (Cemex et sous-traitant) doivent respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de la carrière. L'exploitant doit imposer à son soustraitant de garer ses dumpers sur une aire étanche.

L'exploitant doit fournir un justificatif de ces actions correctives.

Constats :

L'exploitation de cette carrière est terminée, la validité de l'arrêté d'autorisation s'achève le 30 mars 2027.

L'installation fixe pourra se maintenir, car elle est alimentée par la carrière de Vaudoy-en-Brie. L'installation primaire doit par contre être déplacée dans la carrière de Vaudoy-en-Brie sans délai pour respecter les conditions d'exploitations de la carrière de Vaudoy-en-Brie ainsi que celles de l'arrêté préfectoral du site qui précise que seule l'installation fixe peut rester en place.



Un porter à connaissance est en cours d'instruction visant à intégrer l'emprise de la liaison entre la carrière de Vaudoy-en brie et les installations fixes de la carrière de Pécy , ainsi que celle du plan d'eau (qui est utilisé pour les eaux d'exhaure de la carrière calcaires de la brie de Pécy et celles de la carrière de Vaudoy-en-brie au delà de 2027) à l'emprise des installations fixes de la carrière CEMEX de Pécy, autorisée à se maintenir au-delà de 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit organiser le déplacement du concasseur primaire six mois avant l'échéance du 30 mars 2027.

L'exploitant expose que des réflexions sont en cours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 11 mois

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2019, article 5.2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Prescription contrôlée :

-plan de remise en état n°2 : Remise en état du site avec maintien de l'activité « traitement de matériaux » au-delà de la durée de 20 ans sur l'emprise définie à l'article 1.4. La remise en état de l'emprise des installations de traitement nécessite la conservation intégrale des stocks de terres et stériles présents sur ce plan n° 2 et aucun apport de matériaux extérieur, in fine, l'ensemble du site est restitué conformément au plan n°1.

.....

La remise en état comprend :

- la restitution d'une surface maximale pour un usage agricole avec drainage des parcelles concernées. Le régallage des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères ». À l'automne suivant la remise en place des terres, l'exploitant procède à un semis de graminées (ray-grass, fétuque...) ou de légumineuses (luzerne, trèfle...) qui sont enfouies au printemps avant le premier semis agricole productif.

Après enfouissement, l'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse agropédologique, à raison d'un prélèvement pour 5 hectares sur les trois horizons suivants : 0/30 cm, 30/60 cm, 60/90 cm,

- la mise en place d'un réseau de drainage à 0,70 m sous le niveau du sol dans les règles de l'art,

...

- Les chemins sont restitués dans leur emprise initiale.

...

Constats :

L'inspection rappelle que les stocks de terres et de stériles encore présents sur site doivent être conservés pour la remise en état de la plate-forme de traitement (emprise définie à l'article 1.4.)

L'inspection demande à l'exploitant si la remise en état agricole des derniers terrains a bien suivi les étapes décrites au deuxième paragraphe : semi de graminées, puis enfouissement, puis analyses agropédologiques.

L'exploitant explique que le premier semi n'a pas été enfoui pour enrichir le sol, et que l'exploitant agricole des terrains a directement procédé à une culture Productive. Par contre, les analyses agropédologiques ont bien été menées ; Elles seront jointes au dossier de cessation.

Il expose également que pour l'instant l'un des exploitants agricoles ne ressent pas la nécessité de mettre en place un drainage.

L'inspection observe que la remise en état comporte la réalisation de drainage, avec connexion avec des drains extérieurs. La remise en état de cette carrière est due en 2027 (hormis la plate-forme des installations fixes) : les drains doivent être mis en place. Toute modification du réseau de drainage doit faire l'objet d'une demande de modification motivée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier pour l'ensemble du site que le protocole défini par l'arrêté préfectoral concernant la remise en état de terres agricoles a été respecté. En cas d'écart concernant le premier semi non productif il fournira les justificatifs montrant que les propriétaires des terrains ont donné leur accord pour qu'il s'en dispense.

L'exploitant doit préciser sur le plan de remise en état annexé à l'arrêté préfectoral de

prescriptions complémentaires de 2019 si les éléments suivants ont bien été réalisés: réseau de drainage recréé, seuil sécuritaire de surverse des lagunes, buses d'évacuation, fossé d'interception périmétral, regards avec clapet anti-retour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.3

Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanché permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. Tous les entretiens de véhicules se font en atelier.

II- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III- Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

IV - L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

-Le vieux bungalow de stockage CEMEX a été remplacé, de nouvelles rétentions sont en place, chacune ne peut recevoir qu'un bidon, mais dans les faits il y a suffisamment de place pour en mettre deux.

L'exploitant montre que certain bidons de 250 l sont vides et qu'il reste des rétentions à mettre en place (vues sur une petite palette dans l'atelier). L'inspection observe que les FDS ne sont pas présentes dans le bungalow de stockage.



Par mail du 31 octobre, l'exploitant informe l'inspection que les fûts vides ont été enlevés et sont désormais stockés dans la zone " déchets" pour être évacués par Chimirec. l'affichage est en cours de commande.

-L'inspection examine également le local de stockage de l'entreprise sous traitante présente sur site et demande que les conditions de stockage soient améliorées; adéquation des rétentions avec les quantités stockées, absence de FDS, et vérification de la compatibilité des produits stockés.

-Enfin à la pause déjeuner, l'inspection constate que trois dumpers de la société SOLOMAT ne sont pas garés sur l'aire étanche. L'aire étanche est pourtant suffisamment étendue pour le permettre, l'exploitant en convient et propose de mieux organiser l'occupation de l'aire étanche.



Le samedi 1er novembre vers 16:30 l'inspection constate en circulant sur la RD qui longe le site que les dumpers sont en dehors de l'aire étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les conditions de stockage des produits polluants (Cemex et sous-traitant) doivent respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de la carrière. L'exploitant doit imposer à son sous-traitant de garer ses dumpers sur une aire étanche.

L'exploitant doit fournir un justificatif de ces actions correctives.

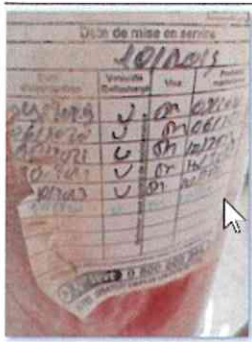
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.4
Thème(s) : Autre, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : ... III - Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique. A cet effet un dispositif de lavage des roues est mise en place en sortie de site. ...
Constats : Le laveur de roues est présent mais fonctionne en permanence. Par mail du 31/10/2025, l'exploitant informe l'inspection que le laveur de roue est réparé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2007, article IV.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie et explosion
Prescription contrôlée : L'installation et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantités adaptées aux risques, dans des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.
Constats : Les extincteurs ont été contrôlés en octobre 2025, mais lors de la visite de l'atelier CEMEX l'inspection découvre 2 extincteurs non contrôlés en 2025.



Comment est fait ce contrôle ? Existe-t-il une liste des extincteurs et de leurs emplacements ?

L'inspection constate également la présence d'un extincteur **non contrôlé** depuis 2020 dans le bungalow de stockage du sous-traitant.



L'exploitant indique à l'inspection qu'une réserve d'eau incendie (bâche) va être installée prochainement à proximité des installations fixes et du stockage de carburant.

Par contrôle aléatoire, l'inspection constate la présence d'une feuille d'absorbant et d'un extincteur dans une des chargeuses.

Le dernier contrôle des installations électriques a eu lieu le 7/8/2025 il comporte 18 observations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Précisez les conditions d'intervention de l'entreprise qui vérifie les extincteurs.
Obtenir de l'entreprise sous-traitante un contrôle annuel de ses extincteurs.
Donner suite au contrôle des installations électriques

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois